

## Questions et réponses des séances d'information

<b>1. Présentation de la séance d'information :</b>	<b>1</b>
<b>2. Bénéficiaires/population ciblée :</b>	<b>2</b>
<b>3. Budget :</b>	<b>2</b>
<b>4. Budget/Cofinancement :</b>	<b>3</b>
<b>6. Questions transversales :</b>	<b>4</b>
<b>7. Diligence raisonnable :</b>	<b>4</b>
<b>8. Portée géographique des projets/lots :</b>	<b>4</b>
<b>9. Partenariat :</b>	<b>6</b>
<b>10. Financement initial et durabilité :</b>	<b>8</b>
<b>11. Processus de sélection :</b>	<b>8</b>
<b>12. Thèmes :</b>	<b>8</b>

### **1. Présentation de la séance d'information :**

1.1 Q : la présentation de la séance d'information sera-t-elle partagée ?

R : l'enregistrement des sessions n'est pas disponible mais toutes les questions et réponses sont ci-dessous et vous pouvez accéder aux présentations PowerPoint :

- Document 4.1 version anglaise
- Document 4.2 version française
- Document 4.3 version espagnole

## **2. Bénéficiaires/population ciblée :**

2.1 Q : Le projet peut-il être mis en œuvre dans une communauté où il n'y a pas de réfugiés ou de personnes déplacées ?

R : Conformément à l'APP (personne affectée par le déplacement, p.6) : « LiD soutient les personnes déplacées, y compris les réfugiés, les déplacés internes, les communautés hôtes/résidentes, les rapatriés, les apatrides, les personnes à risque de déplacement, les autorités locales et nationales, en prenant en compte les groupes les plus vulnérables de chaque situation de déplacement ». Cette définition comprend les personnes actuellement affectées par le déplacement ou risquant de l'être. Si la communauté que vous avez l'intention de cibler peut être considérée comme faisant partie de ce qui précède, alors le projet est éligible. Veuillez fournir une justification suffisante pour convaincre le comité d'évaluation.

2.2 Q : Le projet peut-il consister à soutenir des personnes déplacées dans la même zone que leur résidence habituelle mais dans un endroit plus sûr ?

R : Oui. Il n'y a pas de restrictions dans l'APP concernant le niveau de déplacement requis. Veuillez expliquer et justifier.

## **3. Budget :**

3.1 Q : Existe-t-il un modèle pour le budget ?

R : Oui, annexe B de la PCP (document 1.3)

3.2 Q : Comme de nombreux lieux ont une sécurité précaire et que les situations sont complexes, serait-il possible de budgétiser une enveloppe d'urgence ?

R : Oui, les risques sécuritaires sont reconnus. Cependant, veuillez vous assurer de fournir une justification suffisante et d'expliquer comment vous utiliseriez les fonds si l'enveloppe d'urgence n'était pas nécessaire pendant la mise en œuvre du projet. Notez également que les activités dans le cadre de tout budget d'urgence proposé doivent toujours être axées sur le développement.

3.3 Q : Les budgets peuvent-ils inclure les coûts indirects ?

R : Oui, les coûts indirects peuvent être inclus pour la plupart des candidats, selon le statut du partenaire, comme suit :

- Organisations internationales, ONG internationales, fondations internationales et académies internationales : un maximum de 7 % de coûts indirects peut être inclus
- ONG nationales, OSC, fondations nationales et universités nationales, secteur privé (national et international) : un maximum de 4% de coûts indirects peut être inclus
- Autorités : nationales et locales : 0% de coûts indirects

3.4 Q : Quel est le pourcentage des frais d'administration autorisés ?

R : reportez-vous à la question ci-dessus sur les coûts indirects.

3.5 Q : Existe-t-il des règles relatives à la répartition du budget entre les partenaires ? Doit-il être de 50 à 50 % ou peut-il être de 80 à 20 % ?

R : Il n'y a pas de règles spécifiques. Tout ce que nous demandons, c'est un partenariat où les deux partenaires contribuent au projet avec le même niveau de responsabilité (nous ne recherchons pas de partenaire principal et de mise en œuvre). L'allocation du budget par partenaire peut différer en fonction des activités mises en œuvre par chaque partenaire. Veuillez expliquer la division afin que le comité d'évaluation la comprenne. Gardez à l'esprit que nous recherchons des projets communs avec un partenariat égal, donc si la répartition est trop asymétrique et non justifiée, cela peut ne pas être bien évalué en termes d'élément de partenariat.

3.6 Q : L'UNOPS transférera-t-il le budget à un partenaire ou à chaque partenaire individuellement ?

R : L'UNOPS transférera le budget à chaque partenaire contractant individuellement, conformément aux accords de subvention individuels signés séparément avec chaque partenaire.

3.7 Q : Chaque partenaire devra-t-il faire son propre rapport financier ?

R : Oui, car le budget est lié à l'accord signé entre l'UNOPS et chaque partenaire individuellement. Chaque partenaire soumettra son propre rapport financier (et narratif) trimestriel/annuel. En outre, les deux partenaires soumettront ensemble un rapport de partenariat global d'une page dans laquelle ils rendront compte de l'état du partenariat. Veuillez consulter le modèle d'accord de subvention joint à l'appel à propositions pour les modèles de rapports.

#### **4. Budget/Cofinancement :**

4.1 Q : Le cofinancement peut-il être en nature ou provenir d'un autre projet ?

R : Oui, les deux sont acceptés tant que cela est autorisé par votre autre donateur.

4.2 Q : Un cofinancement de 15 % est-il obligatoire pour tous les partenaires ?

R : Non, conformément à l'appel à proposition (critères d'éligibilité p.3), le cofinancement n'est obligatoire que pour les Nations Unies, les OIG, les ONGI, les autorités nationales, les universités, les fondations et les acteurs du secteur privé internationaux et locaux. Les autorités locales et les acteurs locaux non étatiques (par exemple les OSC) sont exemptés de cette exigence. Concrètement cela signifie que :

- Si les deux partenaires sont des autorités locales ou des acteurs non étatiques locaux/nationaux : le cofinancement n'est pas requis
- S'il n'y a qu'un seul partenaire local et qu'il s'agit d'une autorité nationale: le cofinancement est obligatoire sur l'ensemble du budget
- Si le partenaire local est une entité locale du secteur privé: le cofinancement est obligatoire sur l'ensemble du budget
- S'il y a un partenaire local et qu'il s'agit d'une collectivité locale ou d'un acteur non étatique local/national (OSC/ONG) : le cofinancement n'est obligatoire que pour la part

du budget qui sera allouée à l'autre partenaire (partenaire international , autorité nationale, fondation...)

4.3 Q : Y a-t-il des limitations concernant l'origine des fonds (autres fonds de l'UE ou autres ?)

R : Non, il n'y a pas de limitations autres que les fonds ne doivent pas provenir d'une source illégale et vous devez examiner toutes les limitations qui peuvent être définies par votre autre donateur.

## **5. Modalités contractuelles :**

5.1 Q : Les partenaires signeront-ils l'accord avec l'UE ou l'UNOPS ?

R : Les partenaires signeront l'accord directement avec l'UNOPS, en tant que gestionnaire du mécanisme de subvention LiD. L'accord suit les règles et règlements de l'UNOPS.

5.2 Q : Vous avez mentionné que le financement vient de l'UE, pouvez-vous parler des conditions contractuelles ? Les conditions de financement de l'UE s'appliqueront-elles?

R : Vous signerez votre accord de subvention avec l'UNOPS, conformément aux règles et règlements de l'UNOPS. Les accords types de l'UNOPS pour le mécanisme de subvention LiD ont été mis à jour pour prendre en compte les exigences de l'UE, en particulier en ce qui concerne les coûts non admissibles.

## **6. Questions transversales :**

6.1 Q : Le projet doit-il couvrir toutes les questions transversales ?

R : Oui. Cependant, si votre projet ne peut raisonnablement couvrir l'une des questions transversales, vous devez le préciser clairement dans le résumé de votre proposition.

## **7. Diligence raisonnable :**

7.1 Q : Les entités nationales et internationales sont-elles soumises au même processus de diligence raisonnable dans le partenariat ?

R : Oui. Cependant, lorsqu'un partenaire a récemment suivi un processus de diligence raisonnable similaire avec l'ONU ou l'UE, l'UNOPS peut examiner les résultats de la diligence raisonnable et déterminer si un processus plus léger peut suffire. Les entités des Nations Unies ne seront pas tenues de se soumettre à l'évaluation complète.

7.2 Q : Les deux partenaires doivent-ils remplir le questionnaire de diligence raisonnable 1 ?

R : Oui, vous devez soumettre un questionnaire par partenaire, ce qui signifie que vous devez joindre au moins 2 questionnaires à votre proposition s'il n'y a que 2 partenaires.

7.3 Q : Où trouve-t-on ce questionnaire 1 ?

A: C'est à la fin du formulaire de candidature (APP Annexe A, p.12 &13)

## **8. Portée géographique des projets/lots :**

8.1 Q : Le mécanisme de subvention LiD a-t-il un lieu de mise en œuvre de projet privilégié dans les pays répertoriés?

R : Non, la seule limitation géographique concerne les 16 pays répertoriés dans l'appel à propositions. Les candidats peuvent choisir les emplacements exacts des interventions proposées en fonction de leur évaluation des besoins. Veuillez fournir une bonne justification dans votre proposition.

8.2 Q : Les projets peuvent-ils être mis en œuvre dans des endroits peu sûrs ?

R : L'APP n'a pas de restrictions géographiques autres que les 16 pays répertoriés dans le CFP. N'oubliez pas que LiD concerne le développement et la durabilité. Si la mise en œuvre se déroule dans une zone d'insécurité, expliquez très précisément comment vous prévoyez de mettre en œuvre le projet.

8.3 Q : Dans le lot 2, région du Sahel, le Nigeria est séparé des autres pays regroupés entre parenthèses. Est-ce parce que le Nigeria est considéré séparément de ce lot ?

R : Non, le Nigeria fait partie du lot 2 au même titre que les autres pays. La raison pour laquelle le Nigeria est séparé des autres pays du lot est géographique, car l'ensemble du Nigeria ne fait pas partie du Sahel. Pour le lot 2, les 6 pays sont éligibles dans leur totalité. L'ensemble du Nigeria est éligible à l'APP.

8.4 Q : Une organisation, basée à la fois au Mali et au Burkina Faso, peut-elle soumettre deux propositions ?

R : Non. Les organisations/entités ne peuvent postuler qu'une seule fois par lot et le Burkina Faso et le Mali relèvent du même lot (Sahel). L'organisation peut cependant soumettre une proposition couvrant les deux pays, si un projet régional est pertinent. Voir également 8.5 et 8.6 ci-dessous pour plus de détails.

8.5 Q : Les candidatures multi-pays pour un lot sont-elles possibles pour une seule organisation ?

R : Oui. Une proposition peut couvrir plusieurs pays d'un même lot mais veuillez lire le point 8.6 ci-dessous pour plus de détails.

8.6 Q : Les projets régionaux sont-ils autorisés ?

R : Oui, conformément à l'appel de propositions (Exigences supplémentaires, p.7) : « Le cas échéant, les propositions de projets à mettre en œuvre dans deux pays voisins pour faire face à une situation de réfugiés ou de rapatriés sont encouragées. Celles-ci pourraient inclure, entre autres, des approches territoriales proches des frontières et des mouvements transfrontaliers, le soutien aux plateformes régionales, etc. Il est important de comprendre que le comité d'évaluation recherchera la cohérence dans la proposition de projet. Une proposition de projet couvrant deux pays avec des interventions proposées distinctes ne répondra pas aux attentes d'un projet régional. Le comité d'évaluation considérera qu'une telle proposition cache en réalité deux projets différents afin de contourner la règle 1 projet par organisation, par lot.

8.7 Q : Y a-t-il une forte préférence pour les projets multi-pays, prenant en charge différentes phases des déplacements ?

R : Le mécanisme de subvention LiD s'intéresse aux projets multi-pays, le cas échéant - voir la question et la réponse ci-dessus. Cependant, les projets multi-pays seront évalués avec les projets nationaux, et non séparément.

8.8 Q : Une entité peut-elle postuler sous le même lot, une fois en tant que partenaire et une fois en tant que sous-partenaire.

R : Techniquement oui, la seule limitation dans l'APP est qu'une entité/organisation ne doit postuler qu'une seule fois par lot en tant que partenaire, afin de limiter le nombre de candidatures. Cependant, si votre organisation soumet un projet similaire une fois en tant que partenaire et une fois en tant que sous-partenaire ou membre d'un consortium, il est peu probable qu'il soit bien évalué. Il convient également de reconnaître que les fonds de l'appel sont limités et que le LiD Grant Facility recherche la diversité des projets et des acteurs.

8.9 Q : Est-il possible qu'un sous-partenaire soit impliqué dans plusieurs projets ?

R : Oui. Nous sommes conscients que dans certains pays, les partenaires locaux de mise en œuvre sont peu nombreux et que de nombreuses organisations s'appuient sur les mêmes entités pour mener des projets.

## **9. Partenariat :**

9.1 Q : Qui peut être partenaire ?

R : Conformément à l'appel de propositions (p.2 Qui peut postuler) : ONU, organisations internationales, organisations non gouvernementales (internationales, nationales), organisations de la société civile (y compris, mais sans s'y limiter, les réfugiés/IDP/autres populations affectées organisations), les autorités nationales, les autorités locales (y compris, mais sans s'y limiter, les régions, les États, les villes, les villages), les universités et les instituts de recherche (nationaux et internationaux), les fondations, le secteur privé

9.2 Q : Combien de partenaires dans le partenariat ? Peut-il y avoir plus de deux partenaires ?

R : Il doit y avoir au moins deux partenaires et au moins un DOIT être une entité nationale/locale. Vous pouvez avoir plus de deux partenaires.

9.3 Q : Qu'entendez-vous par « même niveau de responsabilité » ?

R : Très souvent avec des financements internationaux, les entités locales ont un statut de sous-bénéficiaire ou de membre d'un consortium mais pas de chef de file. À travers les projets LiD, il y a un effort pour renforcer le rôle des partenaires locaux/nationaux en s'assurant qu'ils ont une relation directe avec le gestionnaire du mécanisme de subvention LiD.

9.4 Q : Si le projet est mis en œuvre dans plusieurs pays, est-il nécessaire d'avoir un partenaire local dans chaque pays ?

R : Les critères d'éligibilité sont que le partenariat doit être composé d'au moins deux partenaires, au moins une entité nationale/locale. Cette règle s'applique quel que soit le nombre de pays de mise en œuvre. Par conséquent, si vous avez un projet multi-pays, vous pouvez avoir un partenariat avec une entité locale/nationale par pays (cela serait peut-être logique) mais vous ne serez pas inéligible si vous n'en avez que dans un seul pays.

9.5 Q : Est-il possible d'avoir des sous-partenaires ?

R : Oui, les sous-partenaires sont autorisés.

9.6 Q : Est-il possible d'avoir un consortium ?

R : Oui, vous pouvez organiser votre projet comme vous le souhaitez tant qu'il y a au moins deux partenaires contractuels, dont au moins un est une entité nationale/locale.

9.7 Q : Une organisation internationale peut-elle s'associer à une organisation locale ?

R : Oui, au moins un partenaire DOIT être une entité nationale/locale

9.8 Q : Comment les partenariats fonctionneront-ils légalement ?

R : Il y aura 2 niveaux d'accords :

- Niveau 1: Accord de partenariat global entre les deux partenaires et l'UNOPS. Le modèle est disponible à l'annexe C de l'appel à proposition. Cet accord de partenariat comportera une annexe : le formulaire de soumission conjointe des partenaires (annexe 1 de la proposition de projet) détaillant la manière dont les deux partenaires travailleront ensemble.
- Niveau 2: l'UNOPS signera avec chaque partenaire individuellement un accord de subvention; chaque partenaire aura un budget spécifique. Le modèle d'accord pour les ONG et les autorités locales est l'annexe B de la CFP (Pour les entités des Nations Unies et gouvernementales, demandez le modèle à l'adresse [livesindignity@unops.org](mailto:livesindignity@unops.org))

9.9 Q : Comment la mise en œuvre du projet sera-t-elle gérée par les partenaires ?

R : Les partenaires doivent fournir des informations sur la gestion du partenariat dans l'annexe 1 de leur proposition de projet. L'UNOPS LiD n'impose rien de spécifique, mais le comité d'évaluation examinera l'accord de partenariat proposé, y compris les rôles et responsabilités et la complémentarité des capacités, et devra être convaincu que le partenariat fonctionnera bien.

9.10 Q : Si l'ONGI qui postule pour l'appel à propositions fait partie d'une confédération avec plusieurs entités juridiques et que l'une d'entre elles postule en tant que demandeur principal avec un bureau de pays de la même ONGI comme partenaire local, est-ce que le partenariat sera éligible?

R : Cela dépend du statut juridique des entités. Si la branche locale est une entité indépendante, avec sa propre gestion, sa stratégie et son budget, et indépendante du secrétariat international, cela sera autorisé. Dans le cas contraire, les bureaux de pays des ONGI relevant de la même gestion, stratégie et/ou budgets, ne seront pas considérés comme remplissant les conditions d'éligibilité au partenariat. Voir aussi 9.9 et 9.11 pour plus de détails.

9.11 Q : Un partenariat de deux entités nationales de la Croix-Rouge (de deux pays voisins) serait-il accepté ?

R : Si chaque entité a son propre statut juridique indépendant, oui. Voir aussi 9.10 et 9.12 pour plus de détails.

9.12 Q : Quelle est la différence entre un bureau de pays et une entité locale d'une organisation?

R : UNOPS LiD fait la différence suivante :

- Un bureau de pays est une représentation locale d'une organisation internationale. Il n'est pas indépendant du siège. La direction du bureau de pays est embauchée par le siège et met en œuvre une stratégie globale. Le budget du bureau de pays est contrôlé/vérifié par le siège.
- Une branche locale d'une organisation est une entité juridiquement indépendante du Secrétariat international de l'organisation. Elle adhère aux mêmes idées mais a une gestion, une stratégie et un budget indépendants. La direction de l'antenne locale n'est pas engagée directement par le secrétariat international.

9.13 Q : Si un bureau de pays d'une ONGI fait une proposition avec un partenaire local, les financements seront-ils envoyés au siège de l'ONGI ou au bureau de pays de l'ONGI?

R : Cela dépend du statut juridique de votre bureau de pays, cela varie d'une organisation à l'autre.

9.14 Q : Est-il indispensable que les deux partenaires soient enregistrés dans le pays d'intervention ?

R : Oui. L'UNOPS ne peut pas délivrer de subventions/fonds à une organisation sans être certain qu'elle est autorisée à travailler dans le pays d'intervention. Il peut y avoir deux exceptions :

- L'inscription est en attente (mais déjà commencée) ou est en cours de renouvellement
- L'un des partenaires n'intervient qu'à distance et ne nécessite pas de présence dans le pays d'intervention.

Dans les deux cas, fournissez une explication claire et les pièces justificatives disponibles avec votre soumission.

9.15 Q : Si le projet est mis en œuvre dans plusieurs pays, est-il nécessaire d'être enregistré dans chaque pays?

R : Il est nécessaire d'avoir un enregistrement dans chaque pays où votre entité travaillera. Si vous êtes partenaire d'un projet multi-pays mais que votre entité ne travaillera que dans un seul de ces pays, vous devrez fournir les documents d'enregistrement pour le pays dans lequel vous travaillerez.

9.15 Q : Les entités locales (telles que les OSC) doivent-elles également avoir des documents d'enregistrement ?

R : En principe oui. Les partenaires contractuels du projet devraient avoir un certain niveau de reconnaissance juridique car ils recevront des fonds. L'UNOPS ne pourra pas financer des



entités sans être certain qu'elles sont autorisées à travailler dans le pays et ne sont pas blacklistées par les autorités. Dans le cas où il existe des partenaires qui ne sont pas en mesure, à juste titre, de s'enregistrer dans le pays, il est recommandé de les inclure en tant que sous-bénéficiaires.

## **10. Financement initial et durabilité :**

10.1 Q : Pour expliquer les considérations de financement d'amorçage et de durabilité, est-il suffisant de dire que les personnes soutenues par l'intervention pourront alors maintenir leurs conditions de vie grâce à leur propre entreprise?

R : Absolument. Ce que nous ne voulons pas, c'est que les effets du projet s'arrêtent lorsque le financement LiD s'arrêtera. En tant que tels, les projets doivent soit : i) atteindre leurs objectifs pendant la durée de vie des fonds LiD, ii) poursuivre les activités avec d'autres fonds (identifiés) ou iii) se poursuivre via un mécanisme de financement propre ou existant.

## **11. Processus de sélection :**

11.1 Q: Une même organisation peut-elle obtenir des financements sous deux lots différents?

R : Oui, c'est possible, car les lots seront évalués indépendamment les uns des autres et les organisations sont éligibles pour soumettre une candidature par lot.

11.2 Q : L'UNOPS évaluera-t-il les projets ?

R : Oui. Les projets seront évalués par un comité d'évaluation composé de l'UNOPS ainsi que d'experts techniques externes, dont au moins une personne ayant une expérience et une expertise dans la région. Le comité d'évaluation s'appuiera également, si nécessaire, sur le soutien d'experts techniques thématiques.

## **12. Thèmes :**

12.1 Q : La nutrition fait-elle partie du thème 1 "Moyens d'existence et développement économiques"?

R : Oui.

12.2 Q : Les projets doivent-ils couvrir au minimum deux domaines thématiques ?

R : Oui.

12.3 Q : La liste sous Services intégrés (WASH, Éducation, énergie et santé) est-elle exhaustive ?

R : Oui.

12.4 Q : Si notre projet prévoit d'avoir des activités comme WASH et Education, est-ce considéré comme deux thèmes ?

R : Non, les deux relèvent du thème des services intégrés. Vous devrez également couvrir un deuxième thème.

12.5 Q : Je suppose que pour une prestation de services intégrée, il suffirait de couvrir uniquement l'un des services, par exemple uniquement la santé ou uniquement l'éducation, pas tous les cinq services répertoriés ?

R : Oui, vous n'avez besoin de couvrir qu'un seul de ces services.